

Jean Van Lierde

dans

POURQUOI

JE

REFUSE

D'ÊTRE

SOLDAT

**DECLARATION FAITE DEVANT
LE CONSEIL DE GUERRE DE BRUXELLES**

3 octobre 1951

Pourquoi je refuse d'être soldat

Jean Van Lierde, 3 octobre 1951

DECLARATION FAITE DEVANT LE CONSEIL DE GUERRE DE BRUXELLES

Messieurs,

Je voudrais préalablement rappeler quelques faits, motivant votre décision de me faire comparaître à nouveau devant vous. Je tiens à répéter que, si à vos yeux je suis milicien, considéré juridiquement comme tel, c'est grâce à une imposture. Je n'ai jamais signé les lois militaires. La lecture de celles-ci, faite devant moi par un officier, me transformait automatiquement en soldat. Or, il est essentiel de souligner qu'à la caserne de Namur, cette opération fut réalisée par la contrainte physique (apparentée aux méthodes fascistes).

Il faut donc que vous sachiez, afin de dissiper toute confusion, que vous n'avez sur moi aucune autorité. Je suis civil et ne reconnais pas la hiérarchie militaire. Je nie votre droit à me juger comme soldat. Cependant, le Conseil de Guerre étant une réalité que je ne puis abstraire, je vais « jouer le jeu », en faisant cette distinction kantienne : Le respect s'adresse toujours aux personnes, jamais aux choses.

Ceci signifie que je m'adresse à vous en tant qu'hommes et non en tant qu'officiers. Je pêcherais d'ailleurs contre la personne si j'acculais un être à s'identifier à l'une de ses fonctions.

C'est votre conscience qui m'intéresse, et non vos uniformes, ni vos titres. Le dialogue exige cette condition élémentaire, car il doit se placer au-delà de la morale close du Code Pénal.

Messieurs,

Je n'ai nulle animosité contre qui que ce soit, tous les hommes sont mes frères, si mes paroles sont dures, n'y voyez que l'intensité de mes convictions.

Autrefois j'ai cru, comme vous, à la résistance armée et ses formes d'héroïmes.

A présent, j'ai compris que je ne pouvais plus être complice de ses violences, représailles et règlements de comptes. Permettez-moi de vous dire loyalement le fond de ma pensée et les raisons de mon attitude.

Mais tout d'abord, comme devant le Conseil de Guerre de Liège, et, même si cela doit vous paraître singulier, je vais « renverser les rôles », substituer l'accusation à la défense et dénoncer ouvertement les « techniques d'avilissement » exercées par les Conseils de Guerre contre la conscience des objecteurs. « J'entends par techniques d'avilissement, écrit GABRIEL Marcel, l'ensemble des procédés délibérément mis en œuvre pour attaquer et détruire chez les individus appartenant à une catégorie déterminée, le respect qu'ils peuvent avoir d'eux-mêmes et de leurs convictions ».

Vous, Conseil de Guerre, représentant l'État, remplissez votre tâche de persécuteur « qui s'emploie à détruire chez le pacifiste la conscience, illusoire ou non, que cet être a au départ de sa propre valeur ».

Il faut qu'il devienne pour vous, grâce à la répression répétée et aux emprisonnements successifs, un débris épuisé qui se livre alors au Pouvoir, et qui a conscience d'être devenu ce débris.

Pourquoi cette dernière condition ?

D'abord parce que c'est le seul moyen pour l'État de l'avoir à sa merci.

Faut-il rappeler les procès de l'État, de l'Espagne franquiste, de l'Axe ou ceux de la Grèce royaliste qui, hier encore, fusillaient les objecteurs ?

D'autre part, l'État persécuteur (c.-à-d. chacun d'entre vous) « se renforce lui-même dans le sentiment de sa propre supériorité » s'il voit sa victime dégradée renoncer à son individualité, « car il trouvera juste alors de l'avoir traitée avec rigueur ».

Voilà le « hideux cercle vicieux » dénoncé par la réflexion des philosophes et l'attitude intransigeante des objecteurs chrétiens ou libertaires.

Votre seul but : me faire fléchir au terme de longues détentions, et me voir alors accepter l'uniforme des tueurs légaux. Vous avez ce pouvoir de continuer à me traîner dans vos prisons, au milieu d'une incroyable détresse humaine, mais c'est mon corps que vous enchaînez, mon idéal vous ne pouvez me l'arracher. Pour nous, objecteurs de conscience, à la condition que nous restions nous-mêmes, votre loi prévoit vingt ans de prison (plus encore que les criminels de guerre, déjà libérés). De tels moyens en votre pouvoir, voilà un des aspects dramatiques du totalitarisme grandissant de notre temps.

Seuls des hommes libres peuvent interrompre ce glissement infernal qui mène au robotisme et à la stagnation collective.

« L'État ne craint qu'un rival : l'homme, clame Bernanos. Je dis l'homme libre, non le raisonneur ou la brute, l'homme qui se donne ou se refuse, mais qui ne se prête jamais ».

Dans la ligne de Socrate, Proudhon, Bakounine, Bloy, Tolstoï, Romain Rolland, Huxley, il dira :

« J'AIME ENCORE MIEUX VOIR LE MONDE RISQUER SON ÂME QUE LA RENIER ».

Cette parole admirable résume le pari pour l'Esprit contenu dans la non-violence, base du pacifisme militant. Je suis catholique, fils de l'Église universelle (c.-à-d. supranationale) et membre de l'Internationale des Résistants à la Guerre, dont j'ai signé définitivement la Déclaration de principe :

« La guerre est un crime contre l'humanité. Pour cette raison, nous sommes résolus à n'aider à aucune espèce de guerre et à lutter pour l'abolition de toutes ses causes ».

Ce n'est point par goût du paradoxe que je citerai un texte bouleversant de Fr. Nietzsche :

« La paix armée est une inhumanité aussi néfaste et pire encore que la guerre ... Il faut renier la doctrine de l'armée comme moyen de défense ... Et un jour viendra peut-être, jour grandiose, où un peuple, distingué dans la guerre par le plus haut développement de la discipline et de l'intelligence militaire, s'écriera librement « nous brisons l'épée », détruisant ainsi son organisation militaire jusque dans ses fondements. Se rendre inoffensif quand on est le plus redoutable, guidé par l'élévation du sentiment – c'est là le moyen pour arriver à la paix véritable ... Tandis que la paix armée empêche de déposer les armes, soit par la haine, soit par la crainte. Plutôt périr que de haïr et de craindre, et plutôt périr deux fois que de se faire haïr et craindre. – Il faut que ceci devienne un jour la maxime supérieure de toute société établie ! ... L'arbre de la puissance militaire ne pourra être détruit qu'en une seule fois, par un seul coup de foudre : mais la foudre, vous le savez, vient des hauteurs ».

Cet appel pathétique signifie que les peuples doivent désormais mettre plus de force et d'audace pour courir le risque de la paix, qu'il n'en fallait jadis pour tenter la chance de la guerre.

Dépasser la guerre par en haut, voilà l'attitude pacifiste. La mobilisation, c'est l'entamer par en bas. Pacifisme bélant, disait-on parfois. Pour nous, pacifistes révolutionnaires, il ne s'agit pas de romantisme, car « la non-violence ne ressemble pas plus à la lâcheté que la chasteté à l'impuissance » (Thibon).

Les « hauteurs » dont parlait Nietzsche, c'est pour nous le feu de l'amour de Dieu. C'est l'abandon du Glaive et l'option pour la Croix. Voilà le sens de l'Évangile des béatitudes, de cette Foi contre laquelle se brisent toutes les violences des Empires. Accepter les armes et participer au carnage, c'est vomir le Christ, et descendre au niveau de l'« ennemi » en contractant le mal qui ronge son âme. L'effroyable bilan planétaire est sous nos yeux, témoignant impitoyablement de cette triste réalité.

Un professeur de l'Université de Louvain, le grand psychiatre Étienne de Greeff, nous a donné des pages cinglantes sur le comportement animal des troupes patriotiques.

« La guerre, écrivait-il en 1939, dont l'homme sortira, inévitablement, un peu plus enchaîné, un peu plus pauvre, ... n'est nullement perçue par la masse sous son aspect réel. Chacun pense qu'il faut abattre l'ennemi. Mais quel est cet ennemi ? ... L'ennemi c'est le renoncement consenti de millions d'hommes à la vie autonome de l'esprit, c'est le fait inéluctable que des millions d'hommes, capables de se battre comme des héros, n'ont rien à défendre dans les sphères supérieures de la pensée et resteront aveugles devant l'agonie de la personne humaine. L'ennemi est en nous. Il est nous depuis l'origine des espèces, il survivra au nazisme ».

Et le professeur de Greeff, comme tous les humanistes conscients du drame contemporain, se tourne vers St François d'Assise et Gandhi, y découvrant la seule route capable de sauver moralement l'humanité de l'abrutissement total et de l'immatriculation généralisée.

Je quitte ce terrain du combat spirituel et de la résistance morale, pour plonger dans les réalités sociologiques. Le pacifisme est choix de la Vérité et pari pour l'Esprit, mais il exige un complément indispensable, la lutte pour la Révolution Sociale. Je ne donne qu'un écho aux questions économiques.

Sur ce plan, je m'affirme militant d'un socialisme personnaliste et distributiste, luttant contre les structures capitalistes et totalitaires. Je considère le syndicalisme (à ne pas confondre avec le morne réformisme des organisations actuelles) comme levier capital pour renverser l'économie du Profit et de la rareté. Quand la production de celle-ci a dépassé la capacité d'absorption des marchés (mêvente engendrée par l'absence de pouvoir d'achat) et que s'ouvre la terrible crise avec ses millions de chômeurs, il reste une solution pour retarder l'effondrement : la course aux armements.

Le capitalisme a besoin de la guerre pour se sauver, en mobilisant des masses de citoyens qui sont chargés de consommer et détruire pour permettre aux autres de travailler. Ce délire démentiel est actuel, et il faut vraiment le cynisme orgueilleux des économistes « distingués et orthodoxes » pour nier ce fait. Le surarmement délivre du pouvoir d'achat, grâce à la production inouïe de matériel de guerre qui, ceci est primordial, est appelé le trop fameux phénomène « d'assainissement des marchés », comme on dit, celui qui obligeait à détruire des récoltes, alors que se mourraient des millions d'hommes.

Plus personne ne peut ignorer aujourd'hui, que si demain la Paix « éclatait » (entraînant le désarmement), nous assisterions à la plus formidable crise économique qu'on puisse imaginer, le chômage augmentant parallèlement à la production, et posant l'angoissant problème des loisirs et de l'éducation ouvrière.

Le crime du régime capitaliste est de pouvoir distribuer gratuitement des milliards de dollars pour anéantir nos cités et massacrer les créatures, alors qu'il se refuse à mettre les richesses de cette prodigieuse capacité de production industrielle et agricole à la disposition des pauvres, noirs, jaunes, ou blancs, pour assurer leur épanouissement.

L'exemple de la Corée déchiquetée (l'Europe de demain peut-être) fait comprendre aisément cette pensée. Il aurait suffi de la moitié des crédits, gaspillés inutilement à la détruire, pour supprimer chez elle la misère, l'injustice sociale et « ôter ainsi au communisme ses prétextes » (Maritain).

Voyez l'Europe, l'Afrique, l'Asie et ses multitudes d'affamés et concluez !

La vague stalinienne couvre nos faillites et nos lâchetés politico-sociales. L'URSS reste pour les peuples exploités comme signe de libération parce que l'Occident n'a pas eu le courage de remplir sa mission révolutionnaire, et la guerre n'y changera rien, au contraire, elle ne fera qu'accentuer la prolétarisation des masses.

La puissance militaire de l'Axe fut écrasée, mais le nazisme a corrompu le monde civilisé, de la même manière le stalinisme serait battu militairement, mais le léninisme pourrait gagner les cœurs dans la guerre civile la plus atroce.

Le seul terrain efficace sur lequel nous pouvons, dès maintenant, briser l'essor communiste, est celui de la justice economico-sociale qui privera alors la propagande communiste de son unique atout, en faisant s'écrouler son propre totalitarisme. Celui-ci envahit nos institutions, parce que la guerre froide est déjà l'acceptation fataliste des moyens violents pour assurer la Paix, en même temps qu'elle mutile l'ascension humaine.

Pour vaincre le communisme, il faut lui enlever ses justifications et non poursuivre criminellement, par le surarmement, la ruine de l'Europe et du monde, comme nous le faisons depuis quarante ans.

J'oppose mon veto moral et social à la folie de l'homicide collectif.

La guerre, c'est le tombeau de la Liberté, le refus de la révolution socialiste, la négation de l'Esprit et de la Vie, la trahison de la catholicité de l'Église et la grande injure à la Croix d'Amour.

C'est pourquoi, je lui réponds : NON.

Et si je refuse le service militaire qui la prépare, c'est pour les mêmes raisons, considérant de plus, l'armée comme une école de servilisme et d'automatisme dégradant, comme l'apprentissage du meurtre, comme un centre de prostitution intellectuelle et morale, comme un laboratoire qui anesthésie les consciences en cultivant la perte du sentiment de culpabilité chez les hommes, permettant ainsi les sanglantes hécatombes de millions d'êtres.

L'Erreur ne sera extirpée des âmes qu'en plaçant la lutte au niveau de l'Esprit.

Hélas notre siècle, pour la troisième fois peut-être, et, paradoxalement au nom de la Justice, va lancer son horrible cri : Assassinez-vous les uns les autres.

« Comme autrefois, dans les procès de sorcellerie, on brûlait les démons et, par accident, la personne possédée, à qui on ne voulait d'ailleurs aucun mal, cette attitude fondamentale persiste ». (Et. De Greeff).

L'Idole atomique, les litanies au napalm incendiaire sont autant de moyens admis aujourd'hui pour tuer l'erreur et bâtir la Paix!!!

Seule la non-violence révolutionnaire peut empêcher le suicide collectif de l'Humanité.

Vous pouvez nous traiter d'utopistes,

l'utopie est le nom qu'on donne aux idées qui demain seront la réalité de la vie.

Vous pouvez m'accuser d'erreur.

Eh bien, même alors, je préfère me tromper dans cette utopie sans assassiner personne,

que d'avoir raison au milieu des cimetières et des ruines.

Je reste solidaire de milliers d'insurgés, dressés partout contre la tyrannie des États (en deçà ou au-delà du rideau de fer), solidaire de millions d'opprimés qui luttent contre l'exploitation colonialiste, capitaliste et totalitaire.

Les objecteurs de conscience sont des êtres communautaires, communiant avec tous les pauvres de la planète et essayant, dans les limites de leurs infirmités humaines, de valoriser la montée morale de l'humanité.

Depuis 2013, Agir pour la Paix est le nouveau nom qui réunit les deux associations que sont le MIR-IRG et Action pour la Paix. Agir pour la Paix retrouve une nouvelle dynamique qui réunit deux générations de militants pacifistes qui ont pour objectif central une résolution des conflits nationaux et internationaux sans violence et sans la menace d'y recourir.

Le Mouvement International de la Réconciliation et l'Internationale des Résistants à la Guerre (MIR-IRG) existe sous cette forme depuis 1964, date à laquelle leurs nombreux militants, dont le charismatique Jean Van Lierde et Président du Mir-Irg, ont obtenu le statut d'objection de conscience en Belgique. Après cette victoire, le MIR-IRG a poursuivi sa mission pacifiste et antimilitariste en se concentrant sur notamment la décolonisation du Congo, la résistance à l'arrivée des armes nucléaires en Belgique, le conflit israélo-palestinien, la Guerre du Golfe, le conflit en Ex-Yugoslavie, les ressortissants de la diaspora des grands lacs africains,...

Action pour la Paix fut quant à elle créée en 2010 par le MIR-IRG et l'association néerlandophone Vredesactie qui poursuit également une mission pacifiste et anti-militariste. À travers les campagnes Bomspotting, Nato Game Over ou War Starts Here, Vredesactie a mené de nombreuses actions directes non violentes depuis 2001. Celles-ci ont notamment amené des milliers d'activistes à s'inviter sur les bases militaires de l'OTAN afin de réclamer le retrait des bombes nucléaires sur le sol belge, une meilleure visibilité, éthique et transparence de l'OTAN ou encore de faire pression sur les entreprises de l'armement qui participent activement aux conflits armés à travers le monde.



Rue Van Elewyck, 35 à 8 – 1050 – Bruxelles

Tél. : 02.648.52.20 – FAX : 02.648.59.88

Courriel : info@agirpouriapaix.be

www.agirpouriapaix.be

Fac-similé du document

Publié en 1953

Agir pour la paix a reproduit ce document dans le cadre du cinquantième anniversaire de la promulgation de la loi sur l'objection de conscience, le 4 juin 1964.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

- Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles